Un journal anarchiste pour diffuser la résistance contre le génie génétique et son monde

RHIZOME

rhizome: n.m. Tige souterraine vivante, souvent horizontale, émettant chaque année des racines et des tiges aériennes

Numéro 1 (Janvier 2016) – paraît irrégulièrement

Éditorial

Depuis le printemps 2014, un double grillage barbelé, des détecteurs de mouvement et des caméras de surveillance protègent un champ de l'Agroscope près de Zürich. Les essais en plein champ de plantes OGM ont repris sur le site protégé de Reckenholz, avec des agents de sécurité et des chiens de garde sur place 24h sur 24. Ces deux dernières années, les essais ont portés sur sur du blé et des patates transgéniques et cette année, une demande d'autorisation pour planter des pommiers « cisgéniques » est en cours. Dans le monde entier, les tentatives d'introduction d'OGM ont rencontré de la résistance (des pics-nics anti-OGM aux sabotages publics ou clandestins) et plusieurs pays ont laissé tomber les essais en plein champ. Le moratoire, qui interdit temporairement les cultures commerciales et la vente d'OGM en Suisse mais autorise la recherche, vient d'être prolongé jusqu'en 2021 mais l'introduction des OGM dans l'agriculture suisse se prépare, au nom du sacro-saint Progrès, pour encore plus de domination sur le vivant. Depuis la fin du programme de recherche en 2010 et la prolongation du moratoire, l'opposition s'endort et les nouveaux essais en plein champs ont commencé sans que personne ne proteste. Pourtant il s'agit bien pour le gouvernement de trouver des OGM acceptables pour les paysan·nes et les consommateurices, qui jusqu'ici n'en veulent pas.

Aujourd'hui, les 99 pour cent de ces plantes dont le code génétique a été modifié sont des « plantes à pesticides » c'est-à-dire qu'elles sont soit développées pour être capables d'absorber un pesticide spécifique sans mourir (la graine et le pesticide souvent vendus par la même entreprise...) soit pour produire elles-mêmes un insecticide tout au long de leur vie. Toute plante génétiquement modifiée peut être brevetée pour interdire son utilisation sans autorisation et donc être transformée en une marchandise, une marchandise qui profite uniquement à celleux qui ont les moyens financiers pour le développement technologique de ces plantes. C'est-à-dire que non seulement les OGM profitent aux géants de l'agrochimie mais surtout ils créent et entretiennent une dépendance et donc un rapport de domination sur chaque personne qui cultive. Quand on sait que ces entreprises et les moyens de recherche sont (presque) exclusivement concentrés dans les pays du nord, on comprend vite qu'ici le lien de dépendance suit la logique impérialiste. Depuis 25 ans de recherches dans ce domaine, on nous parle encore de « lutter contre la faim dans le monde » grâce à la recherche scientifique sur les OGM. Dans un monde d'argent et de pouvoir, c'est un dangereux mensonge que de nous faire croire à une recherche neutre et indépendante.

Mais ce que nous voulons montrer c'est que les OGM ne sont qu'un des aspects de la marchandisation du monde, qu'un des aspects d'un monde d'exploitation, de domination et de contrôle total. Les barbelés de Reckenholz sont les mêmes sur lesquels des personnes se tuent en voulant passer les frontières pour arriver en europe. Les caméras de surveillance de Reckenholz sont les mêmes qui surveillent les prisons où les gens sont enfermé·es. Les agents de sécurité de Reckenholz et les flics sont les mêmes qui harcèlent, humilient et frappent quotidiennement les dominé·es. L'idéologie qui nous fait croire que l'agriculture est une affaire d'expert·es biologistes est la même qui nous fait croire que nos pensées sont l'affaire des psy, que l'organisation de la « société » est l'affaire des politicien·nes, que la critique du monde est l'affaire des universitaires. Nous voulons une agriculture autonome et écologique, nous voulons des communautés libres de vivre et de cultiver.



Depuis une année et la publication de la brochure « Le champ du contrôle », une opposition renaît dans ce pays sur des bases clairement anarchistes, parallèlement à quelques manifestations plus ou moins cadrées par les opposant·es institutionnel·les. Avec ce journal nous voulons diffuser des informations théoriques et pratiques sur la lutte contre les OGM et le monde qui va avec, nous voulons faire connaître et tisser des liens entre les différents actes de résistance contre ces technologies de mort, favoriser l'échange, le débat et la critique sur les moyens d'actions et les événements qui ont lieu dans le mouvement. Parce que nous vivons à côté des champs d'essais OGM, des centres universitaires et de recherche, des industries agrochimiques, des société de négoces des matières premières, nous nous sentons concerné·es de près, autant parce que nous sommes directement touché·es que par solidarité avec toutes les vies détruites ailleurs sur la planète. Nous voulons nourrir un mouvement riche de toutes les formes de lutte émancipatrices et de tous les moyens nécessaires contre les OGM et leur monde. Nous voulons une vie et des modes d'action autonomes et indépendants de l'état, des institutions et des expert·es en tout genre parce que nous voulons un monde libéré de toute domination et de toute exploitation, maintenant.

Pour une réappropriation des luttes : l'exemple des OGM



Un article paru dans le numéro de juillet-août 2015 de Moins !, journal romand d'écologie politique, questionne le mouvement anti-OGM suisse sur ses stratégies présentes et à venir.

Le 13 juin 2008 tôt le matin, 35 individus masqué·e·s et vêtu·e·s de tenues de protection blanches forcent les grilles du champ d'essai de blé génétiquement modifié de Reckenholz (ZH), fauchent la plupart des épis de blé et s'enfuient avant l'arrivée de la police. Cette action a marqué durablement le débat politique sur les OGM en Suisse, affirmant un refus clair et déterminé, tout en perturbant une recherche illégitime[1] et en faisant monter les coûts de sécurité des suivantes.

En 2009 et 2010, deux attaques clandestines à l'herbicide eurent lieu contre les essais de blé sur un autre terrain d'Agroscope à Pully, qui devaient déjà faire face à une résistance locale inventive – entre recours légaux et petites actions répétées de désobéissance civile. Ces actions, auxquelles on peut ajouter les caravanes à vélo, la campagne Semer l'Avenir et diverses manifestations, n'ont pas eu raison des recherches mais ont pesé sur le climat politique, tout en étant des expériences fortes pour de nombreuses personnes.

Ces essais, comme les autres volets du programme national de recherche PNR59, consistaient essentiellement à préparer l'introduction des plantes à pesticides brevetées (OGM) en Suisse. Le site protégé permanent pour les essais en plein champ (Protected Site) inauguré en 2014 dans la banlieue de Zurich[2] change la donne : si la volonté d'habituer la population à ces cultures persiste probablement dans l'esprit des décideurs, il s'agit aujourd'hui essentiellement de satisfaire une demande des chercheurs·euses. En effet, les recherches en plein champ, qui leur sont indispensables, peinent à se réaliser en Europe sous la pression des activistes, et coûtent de plus en plus cher.[3]

Il est clair pour nous que ces recherches servent uniquement le développement des OGM – qui eux, servent l'agrobusiness. Pour défendre l'agriculture autonome et écologique qui peut et doit nourrir la planète, il faut empêcher ces recherches qui la menacent. Si la Suisse se profile comme un pôle de recherche européen dans ce domaine, attaquer les recherches qui sont menées près de chez nous est un acte de solidarité avec les luttes ailleurs, où se joue un réel rapport de forces.

Mais le mouvement anti-OGM suisse se trouve dans une impasse. En effet, mis à part les résistances décrites ci-dessus, l'immense majorité des opposant·e·s délègue la lutte à un appareil politique, l'association StopOGM (ou le SAG en Suisse allemande), initiatrice du moratoire qui suspend la production et la vente des OGM en Suisse mais autorise la recherche. Si cette entité fait un travail très utile d'information, il n'empêche qu'elle est structurellement basée sur la délégation et la représentation, et le mouvement lui laisse le monopole de la parole publique. StopOGM, émanation d'un ensemble d'organisations qui mandatent des experts pour analyser les dossiers et formuler les critiques, et des parlementaires pour faire du lobbying à Berne, prend une orientation stratégique alarmante ces deux dernières années : « StopOGM mettra son grain de sel pour que la coexistence proposée soit adaptée à la réalité suisse »[4] ou encore « Nous désirons la création de régions avec OGM au sein d'une Suisse qui forme une grande « région sans OGM »[5] Ces déclarations montrent que les autorités ont trouvé des interlocuteurs avec qui négocier la capitulation de l'opposition. Il s'agit là d'un piège classique, où des opposants, pour sauver leur rôle de partenaires reconnus par l'État, entrent dans une logique de cogestion du désastre. Soucieuse de respectabilité, Stop OGM a fermement condamné les actions de sabotage[6], alors qu'il était possible de ne pas réagir pour éviter de nourrir la division entre bon·ne·s et méchant·e·s opposant·e·s.

Des luttes fortes et populaires telles que les résistances contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, contre le passage d'un train à grande vitesse dans le Val Susa ou contre

l'énergie nucléaire en Allemagne se caractérisent par le soutien mutuel (parfois critique et n'empêchant pas les conflits) entre les composantes de mouvements aux modes d'action divers, qui savent qu'elles dépendent les unes des autres et surtout que sans action directe la résistance n'aurait que peu de force. Sans les occupations, les sabotages et les affrontements avec la police, il y aurait un nouvel aéroport à côté de Nantes et un TGV qui relierait Lyon à Turin. Pourquoi une telle solidarité est-elle quasi absente à l'intérieur du mouvement anti-OGM suisse ?

Comment faire vivre un mouvement de résistance capable de mettre en échec un projet (le Protected Site) soutenu par l'ensemble du monde économique, par une écrasante majorité des partis politiques et des milieux scientifiques, ainsi que par le syndicat agricole majoritaire[7] ?

Pour nous, la vivacité d'une lutte va de pair avec le renforcement des capacités des militant·e·s qui ont pour ce faire tout intérêt à s'approprier les luttes de façon autonome, en refusant systématiquement la délégation et la représentation. Convaincu·e·s qu'au-delà des OGM, il est toujours possible de résister à la domination en cette époque de tyrannie technocratique, nous pensons qu'il est vital de nous en donner les moyens. Diversité des tactiques, déterminé·e·s à l'attaque !

Action Généreuse contre les Chimères Transgéniques

[1] Sur cette illégitimité, lire nos articles dans Le Courrier le 26.3.2010, le 15.6.2010 et le 8.6.2015.

[2] www.protectedsite.ch - Lire à ce sujet la brochure « Le champ du contrôle », https://infokiosques.net/spip.php?article1173

[3] J.Romeis et al., « Plant biotechnology : research behind fences. », in Trends in biotechnology, avril 2013. Voir aussi le texte collectif « Open letter to decision makers in Europe », octobre 2014.

[4] Fabien Fivaz, in La Liberté, 31.1.2013.

[5] Luigi D'Andrea, in Environnement 4/2013.

[6] Communiqués de presse de StopOGM du 14 juin 2008 et du 25 juin 2009

[7] L'USP, lors de l'inauguration du Protected Site le 19 mars 2014, s'est prononcée pour la recherche sur les PGM en exigeant que celle-ci obéisse à des « pratiques qui apportent une réelle plus-value à l'agriculture ».

Patates OGM, Sélection et Service Public

Les multinationales de l'agroalimentaire et l'Etat – par le biais du centre de recherche Agroscope – veulent lever le verrou sur les OGM en Suisse dès la fin du moratoire, fin 2017. Un collectif anti-OGM décortique les enjeux du récent feu vert accordé aux essais en plein champ d'une patate génétiquement modifiée.

A part le gibier et quelques plantes sauvages comestibles, toutes les espèces que nous consommons ont été façonnées par l'humain. La domestication qui rime avec la civilisation a sélectionné, donc développé, des espèces transformées par et dépendantes de la culture humaine. La sélection ne peut ensuite que continuer, ne serait-ce que parce que l'environnement et les maladies qui affectent ces espèces évoluent constamment. Mais elle peut prendre plusieurs directions. La domestication du vivant a fait un saut qualitatif majeur à la fin du XXe siècle: la sélection ne s'appuie plus seulement sur des variations génétiques aléatoires et le contrôle de la reproduction sexuée, elle s'opère par intervention directe et intentionnelle sur le génome lui-même. Bienvenue dans l'ère du génie génétique et de ses «OGM», qui va bouleverser le métier de sélectionneur apparu quelques siècles plus tôt. Le problème historique récurrent de ce métier spécialisé, c'est de devoir investir beaucoup dans la recherche et le développement pour l'amélioration et l'adaptation des variétés sur au moins sept ans, voire bien plus, et ne pouvoir vendre que des produits que les producteurs-trices sont capables de reproduire gratuitement dans leurs champs. C'est donc une activité non rentable. Il y a donc trois possibilités concurrentes d'envisager la sélection:
1) Ce sont les paysan-ne-s qui font la sélection par et pour eux-elles mêmes, comme ils et elles l'ont toujours fait; 2) C'est l'Etat qui finance cette activité spécialisée en tant que service public; 3) On empêche les paysanne-s de ressemer (interdiction par les brevets, ou semences stériles alias Terminator alias GURTS, ou semences improductives en deuxième génération alias les «hybrides»), permettant ainsi des profits privés.

Dans nos pays industrialisés, la production a déjà été largement séparée de la reproduction. Les producteurs-trices, soumis à une telle pression sur les prix et à une telle surcharge (notamment administrative), cèdent volontiers au confort de déléguer la recherche variétale et la production des semences à des spécialistes. Cette séparation est utile à double titre: un marché a ainsi été créé pour le secteur privé des entreprises semencières, tout en offrant à l'Etat un levier important pour diriger la production nationale de nourriture. Il dispose pour cela d'outils de contrainte comme les catalogues officiels de semences autorisées et les normes de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) qui conditionnent l'octroi des paiements directs, mais aussi d'outils d'aide paternaliste comme les stations de recherche publique. En Suisse, la conservation et la sélection variétales, la fourniture des semences et plantons – notamment de patates – accompagnée d'indications de qualité, de productivité et de préférence des consommateurs est assurée en bonne partie par les stations de recherche publique d'Agroscope. En général, les agriculteurs-trices choisissent la variété qui a le plus de «+» dans le tableau récapitulatif, plaçant une totale confiance dans les experts. Agroscope remplit donc un rôle de service public, sur lequel les producteurs-trices s'appuient. Et comme toujours, la béquille crée le handicap: cette dépendance, cette carence d'autonomie, est le cheval de Troie idéal pour introduire les OGM dans l'agriculture avec leur consentement. On a tendance à croire dans ce pays que l'Etat assume, contrairement à ailleurs, un rôle de garant de l'intérêt général en matière agricole, mais un faisceau de faits montre que ce n'est pas vrai. Au mieux, on pourrait dire qu'il pousse plus modérément dans la direction productiviste.

D'abord, le Conseil fédéral ne cesse de répéter qu'il faut rendre l'agriculture plus compétitive, la considérant comme n'importe quel autre «secteur de l'économie». Ainsi, la réduction du nombre de fermes est un objectif très clair, et sans que ce soit très visible, ça va vite: environ quatre fermes de moins par jour. Ensuite, l'enseignement public dans les écoles d'agriculture est lamentable en matière de promotion de diversité d'approches, de diversité variétale, d'alternatives au productivisme ou de philosophie du vivant. Il s'agit davantage de former des gestionnaires d'entreprises que des cocréateurs-trices de fertilité. Enfin, on voit avec l'affaire des OGM que les scientifiques qui gèrent et orientent l'agronomie étatique parlent le même langage, tiennent le même discours scientiste que l'industrie. Et pour cause: c'est le même milieu social. Les Gruissem, Keller, Winzeler, Schori et consorts sortent du même moule que leurs amis généticiens de Syngenta, BASF ou Monsanto, firmes chez qui ils ont souvent fait une partie de leur carrière. Leur idéologie a été bien résumée par l'ayatollah et conseiller national Jacques Neyrinck à la RSR le 12 février: «La

recherche est pure et doit pouvoir agir avec une liberté totale, les opposants nourrissent des fantasmes et les écouter signifierait un retour à l'Inquisition». Bien sûr, les conflits d'intérêt n'existent pas...

Ce printemps, Agroscope a commencé à tester en plein champ des patates dites «cisgéniques»[1], génétiquement modifiées pour mieux résister au mildiou, dans son nouveau c(h)amp ultra-sécurisé à Affoltern (ZH). Cette installation permanente a été accordée aux chercheurs par le parlement, et accueille ou accueillera d'autres essais de biotechnologie végétale comme des blés et des pommiers[2] Le mildiou est un champignon qui cause bien des soucis aux producteurs-trices de patates et de tomates notamment, quand les conditions humides se prolongent. Dans une brochure de 1999, «Laissons tomber les röstis transgéniques», l'Appel de Bâle contre le génie génétique[3] protestait contre les essais en cours à l'époque à la station Agroscope de Changins. Il s'agissait déjà de patates génétiquement modifiées pour augmenter leur résistance au mildiou, mais avec l'introduction d'un seul gène de résistance. Florianne Koechlin, directrice du Blauen-Institut, près de Bâle, voué à l'étude critique du génie génétique, y mettait en garde: «De telles résistances isolées monogéniques sont un danger à long terme pour toutes les résistances complexes, car elles permettent au champignon de s'adapter à un premier mécanisme de résistance et, ainsi armé, de s'attaquer ensuite aux suivants.» Il s'agissait aussi d'une critique générale d'une certaine agronomie qui agit sur les symptômes et non sur les causes: on a davantage besoin d'adapter les méthodes de culture que d'introduire des variétés «innovantes»[4]

Aujourd'hui, les chercheurs hollandais ayant modifié les nouvelles patates auraient inséré plusieurs gènes de résistance extraits de patates sauvages. Nous n'avons ni les capacités ni l'envie de nous mêler des sempiternels débats d'experts sur les éventuelles meilleures qualités de ces nouvelles chimères. Mais, sachant que le projet réel des OGM est d'intensifier l'agriculture productiviste que l'on connaît, on peut faire l'hypothèse que les mêmes causes auront les mêmes effets. On peut se demander alors ce qui se passerait si des cultures à grande échelle de super-patates portant plusieurs gènes de résistance au mildiou provoquaient la sélection d'un super-mildiou qui les contournerait tous à la fois... Les patates conventionnelles seraient rendues encore plus vulnérables. Leur culture supporterait-elle encore la moindre période humide? En tous cas, les scientifiques feraient face à un nouveau défi et pourraient se remettre au travail, paré-e-s de leurs plus beaux habits de sauveurs de l'humanité.

Inutile toutefois d'attendre qu'une telle éventualité se confirme, les patates «cisgéniques» auront déjà joué leur rôle dans un autre scénario, bien mieux contrôlé celui-ci. Comme le



disait déjà avec clairvoyance l'Appel de Bâle: «Tout indique que les projets de la station de recherches financée avec nos impôts sont tout autres que ce que cet essai prétend: il s'agit de faire accepter la dissémination de plantes transgéniques par la Suisse». Le moratoire sur les cultures commerciales d'OGM sera levé fin 2017, le PNR59[5] ayant «prouvé» que les OGM ne sont pas dangereux et affirmé qu'ils sont plus utiles à l'agriculture bio qu'à la culture intensive[6] Agroscope aura testé les patates «cisgéniques» vouées à rendre un fier service, à première vue, à la production indigène d'un aliment très présent et symbolique dans nos cultures. Les agriculteurs-trices seront familiarisé-e-s avec des OGM «pas si monstrueux que ça» qui n'auront rien changé à leurs méthodes de production et auront même (en première instance) réduit un peu le nombre de traitements. Le système des paiements directs pourra ensuite exercer des contraintes en faveur de ces OGM «en fonction des répercussions écologiques», comme le recommande le Fonds national suisse de la recherche scientifique à l'issue du PNR59[7].

Et la boîte de Pandore de l'acceptation de la technologie sera ouverte. Grande ouverte. Pour toutes les générations d'OGM existantes et à venir, y compris d'éventuels organismes «génétiquement édités» par la biologie de synthèse. Le vent violent qui en sortira ne fera qu'amplifier la tempête qui lamine l'autonomie paysanne depuis déjà quelques générations. Et peu importe qu'il gonfle les voiles des multinationales, ou de l'Etat et de son Agroscope. Ces deux formes d'institutions vont dans la même direction, celle de l'annihilation de l'autonomie et de l'agriculture paysanne, et se réjouissent de lever le verrou sur les OGM en Suisse et en Europe.

Pour notre part, la seule chose qui nous réjouirait serait de voir enfin la population – paysanne ou non – reprendre solidairement son destin en main, crachant effrontément sur la main qui prétend la nourrir, et semant elle-même les graines de son avenir. La première étape, en attendant que se multiplient les petites structures indépendantes de recherche participative, consiste à faire cesser les recherches biotechnologiques.

Action Généreuse contre les Chimères Transgéniques

[1] La cisgenèse est un transfert artificiel de gènes entre des organismes étroitement apparentés (de même espèce), en utilisant les mêmes techniques que la transgenèse. L'utilisation du préfixe cis- par opposition à trans-, signifiant que la barrière des espèces n'est pas franchie, vise à masquer qu'il s'agit en fait du même procédé.

[2] www.protectedsite.ch

[3] www.baslerappell.ch

[4] Lire aussi le texte «Une agronomie décérébrée» dans notre brochure de 2009: Pourquoi nous disons non aux OGM et au programme national derecherche PNR59,https://espaceautogere.squat.net/infokiosk/editions/nonauxogm.pdf

[5] Programme national de Recherche 59, «Utilité et risques de la dissémination de plantes génétiquement modifiées», www.pnr59.ch . Cf. notrearticle dans Le Courrier du 15 juin 2010, «Comment préparer la contamination».

[6] Moyennant une «stratégie subtile de manipulation», cf. Le Courrier du 15 juin 2010.

[7] Fonds National Suisse, communiqué de presse du 28.8.2012

Pommiers OGM – Agroscope a demandé l'autorisation pour une nouvelle expérimentation



Début octobre (2015), Agroscope a envoyé à l'Office Fédéral de l'Environnement une requête pour une nouvelle expérimentation avec des plantes génétiquement modifiées. Après le blé et les patates, c'est le tour des pommiers « gala » cisgéniques[1]. Les plantes sont modifiées de manière à mieux résister contre le feu bactérien, une maladie affectant de nombreuses plantes et particulièrement les pommiers.

Ces nouvelles nuisances de la recherche sont issues des laboratoires de phytopathologie du prof. Cesare Gessler de l'école polytechnique de Zurich (ETHZ) en collaboration avec l'institut Julius-Kühn de Dresde. Après le départ à la retraite de Gessler en 2014, la recherche a été reprise par Agroscope et les plantes ont été cultivées dans des serres à Wädenswil. A partir du printemps prochain (2016), Agroscope veut déplacer de nouveau les essais, mais cette fois-ci en plein champ dans la forteresse du site protégé de Reckenholz, pour une durée de 5 ans.

Les chercheurs-euses accordent de l'importance à préciser que cette recherche n'a aucun but commercial, et que ces plantes cisgéniques ne seront pas utilisées dans l'agriculture. Elles aideraient plutôt Agroscope, en plus d'aider à contribuer à la sacro-sainte « recherche fondamentale », à clarifier ses idées « dans l'évaluation différentielle des bénéfices et des risques des nouvelles technologies agricoles ». Ou plutôt : deux ans avant l'expiration du moratoire, après que le Programme National de Recherche 59 a donné le feu vert scientifique à la coexistence entre les agricultures avec et sans OGM en utilisant les mêmes excuses, Agroscope ne veut pas manquer l'opportunité d'énoncer ce fait basique : de nos jours, ne pas utiliser le génie génétique pour la recherche scientifique n'est pas une option.
Les promoteurs-euses de cette nouvelle expérimentation nous expliquent qu'une variété résistante au feu bactérien pourrait être développée avec des techniques de sélection traditionnelles. Mais utiliser ces techniques traditionnelles prendrait de nombreuses décennies avant d'aboutir à un résultat. A l'heure actuelle, 20 à 25 ans de recherche pour atteindre un objectif est un temps inacceptable pour une institution qui vise l'excellence à un niveau européen. L'ingénierie cisgénique permettrait d'économiser des décennies de recherche, et de commercialiser des variétés après quelques années seulement.

La procédure d'autorisation doit maintenant passer par divers offices fédéraux (de la santé publique, de la sécurité alimentaire et vétérinaire, de l'agriculture et de l'environnement) et par les offices du canton de Zurich pour être examinée. Le délai d'opposition est fixé au 11 janvier, date avant laquelle l'autorisation ne sera pas donnée.

Si on se souvient des autorisations précédentes, il est clair qu'il n'y aura aucun motif pour ne pas autoriser ces essais, Agroscope donnera toutes les garanties de sécurité nécessaires. Déposer un recours n'arrête pas les essais. Ce dont nous avons besoin est un mouvement capable de s'engager dans la diffusion de critiques radicales et de pratiques de lutte également radicales. De manière à ce que l'urgence d'arrêter celles et ceux qui pillent la planète et détruisent les écosystèmes ne soit pas reléguée au statut d'opinion démocratique comme une autre.

[1] La différence de principe entre la transgénèse et la cisgénèse, qui procèdent avec les mêmes techniques, est que la première mélange du matériel génétique d'espèces différentes, alors que la seconde utilise des variétés de la même espèce qui seraient capables de se croiser par reproduction sexuée.

Actions récentes en Suisse contre les OGM et leur monde

2 décembre 2014
Attaque à la peinture contre l'Institut de Biologie Végétale de l'université de Zürich qui développe des blés génétiquement modifiés pour résister à l'oïdium.



Avril 2015
Tag « Affameurs dégagez 21.04 = boum » sprayé sur le bâtiment de Monsanto – siège pour l'Europe et le Moyen-Orient – à Morges (VD) avant la manifestation contre le sommet des matières premières à Lausanne.

Mai 2015
Attaque à l'extincteur, bombes de peinture et spray contre le bâtiment de Monsanto à Morges.

19 mai 2015
Attaques à la peinture contre Dupont à Genève et sur les murs de la ville de Morges contre Monsanto. « Monsanto pille et tue les paysanNEs de la planète », « Monsanto = affameurs, Morges = collabo », « Non à l'appropriation du vivant », « Monsanto ne paye pas d'impôts, vous si pourquoi ? »...

23 mai 2015
Journée mondiale « March against Monsanto » : 4000 personnes manifestent à Bâle, Berne et Morges.

14 juin 2015
Tag « Monsanto dégage & crève dans ton poison » à la gare de Morges en face du bâtiment de Monsanto.

22 août 2015
Manifestation pacifique de 200 personnes contre le champ d'essais sécurisé de Reckenholz près de Zürich.

Action contre la recherche sur les OGM à Zurich

Aujourd'hui (2 décembre) l'institut de biologie végétale de l'Uni de Zürich a été ciblé par une attaque à la peinture verte pour dénoncer son rôle dans la recherche sur les OGM et leur imposition programmée.

Les scientifiques de cet institut y manipulent du blé GM en collaboration avec Agroscope à Reckenholz (Affoltern ZH), en continuité avec leur mandat au sein du PNR59 de 2008 à 2010. Après ce programme national de recherche qui consistait essentiellement à travailler sur l'acceptabilité des OGM, l'Etat a décidé, sur demande du professeur Keller et consorts, de protéger la recherche sur les OGM en Suisse avec un site protégé à Reckenholz. Sur ce champ qui a vocation à être permanent, l'institut de biologie végétale peut continuer ses essais de blé en plein champ. Patates et pommiers GM y sont prévus pour bientôt, ainsi que la location de parcelles à d'autres instituts européens.

Pas de Plantes Génétiquement Modifiées, ni dans notre assiette, ni dans les champs, ni dans les forêts, ni dans l'univers !

Combattons les technologies qui asservissent le vivant et le système qui les engendre !

Le saviez-vous ? La recherche suisse se vante de développer des OGM écolos qui vont libérer l'agriculture suisse et l'alimentation mondiale de tous les maux et menaces. Vous y croyez, vous, au discours de l'industrie agro-chimique, relayé par les experts scientifiques qui consacrent leur carrière à développer des techniques pour elle ? Nous, non. Nous savons que ces « sauveurs » ont une histoire chargée de pesticides, d'armes chimiques et autres nuisances...

Mais au fond, pourquoi rejeter les OGM alors que la « prochaine génération » aura toutes les vertus salvatrices? Parce que toutes les biotechnologies, fussent-elles auréolées d'un « contrôle citoyen » et prometteuses de Progrès, accroissent le contrôle sur le vivant. Or comment distinguer le vivant des machines sinon par son autonomie ?

Pensons aussi que la recherche agronomique est totalement redéfinie par des généticiens confinés en laboratoire, alors qu'elle devrait être basée sur le savoir-faire des cultivateurs eux-mêmes. Et que la perte de cette autonomie collective est accentuée par les multinationales de l'agro-business qui tendent à interdire et privatiser la reproduction des semences. Dans ce contexte, toute recherche sur les OGM est tellement imbriquée avec les intérêts de l'agro-business qu'on se moque du monde en parlant de recherche fondamentale désintéressée au service du bien commun.

Mais dans les milieux de la recherche, a-t-on vraiment les moyens critiques de distinguer les intérêts en jeu et les implications sociales de ses travaux ? On parle systématiquement au nom de celles et ceux dont on prétend résoudre les problèmes... Est-ce étonnant, quand on ne décide pas soi-même des orientations de son travail, tout en proclamant sans cesse son « indépendance » ? Arrêtons la recherche !



Chercheur, chercheuse sur les PGM ou sur les bio-techs, biologiste moléculaire, généticien et autre « expert et experte du vivant », non, ce matin en venant travailler, tu ne viens pas « chercher par pure curiosité scientifique» ni simplement « mesurer le taux d'humidité dans la feuille », ni même « juste faire ton travail ».

Quelque soit ta recherche, tu sers directement ou indirectement les intérêts de l'industrie agro-chimique et lui permets d'accroître ses profits et son pouvoir.

Non, ta tâche ici n'est pas « d'améliorer la vie de milliers de gens » ni même d'accroître « des connaissances humaines sur la nature » . Tu es là pour perfectionner le contrôle technologique sur le vivant afin de le réduire à un automate, une machine artificialisée dont la privatisation programmée assujettit toujours plus la population à l'emprise du système capitaliste.

Non, tout scientifique « de la vie » que tu es, la recherche que tu produits ici n'est ni LA vérité ni LA solution aux défis de la vie sur terre....

Tu as une position privilégiée d'expert-e et tu t'en sers pour alimenter la propagande techno-scientiste du progrès et disqualifier les savoirs populaires, les expériences de terrain non standardisées et l'humain en général.

Nous n'avons pas besoin de comprendre toutes tes techniques de recherche, ni de nous appuyer sur des « arguments prouvés scientifiquement » pour savoir qu'au fond ton rôle est au service des pouvoirs économiques et politiques en place au détriment des perspectives d'autonomie des êtres humains et de tous les êtres vivants.

Notre refus de l'avenir « hors-sol » que tu promets aux humains et à la nature est légitime. Notre refus du système d'exploitation et de domination sur le vivant que tu soutiens est du pur bon sens.

Démissionne, rentre chez toi, le monde te le remerciera.

Non aux PGM et au monde qui va avec !

Incendie d'une station de recherche de Monsanto près de Rennes



On a de quoi se réjouir en cette fin d'octobre. En effet près de Rennes, en France, une usine du groupe de Monsanto a été à tel point endommagée par un incendie qu'elle a dû temporairement être fermée. «Les activités de la dizaine de salariés sur le site ont été interrompues jusqu'à nouvel ordre», précise un communiqué de Monsanto. Le fait qu'il y ait eu deux départs d'incendie ainsi que de fortes odeurs d'essence près du bâtiment, rajoute une couche à notre bonne humeur, car cela laisse fortement supposer à un acte intentionnel.

Non pas que nous soyons des pyromanes par vocation, mais partout où nous distinguons de la résistance contre la nuisance et la domination que cherche à établir le groupe Monsanto sur les semences et l'agriculture, le sourire nous vient et notre cœur se réchauffe.

Précisons à titre indicatif que pour le groupe Monsanto, la France est le marché le plus important parmi les pays d'Europe et d'Afrique du nord.



Action directe contre les camions d'un producteur de fourrage



Dans la nuit du 12 juillet, 15 camions du producteur italien de fourrage pour animaux Mangimi Veronesi ont été incendiés à Ospedaletto Euganeo, dans la province de Padoue. Tous les camions étaient chargés et prêts pour partir le lendemain. Les dégâts sont évalués à plus de 1.5 millions d'euros. 420 tonnes de maïs OGM ont été brûlées. Sur le site, des bouteilles incendiaires ont été trouvées, ainsi que le slogan sprayé "Pas d'OGM - Pas d'élevages". L'entreprise est depuis 2014 la cible de protestations contre l'usage d'OGMs dans ses usines.

Solidarité avec Billy, Costa et Silvia

Près de six ans ont passé depuis l'arrestation de Billy, Costa et Silvia dans le canton de Zurich, pour la tentative d'attaque à l'explosif contre le Binning and Rohrer Nanotechology Center. Les trois ont déjà purgé la peine de trois ans et demi imposée par la cour fédérale à Bellinzone, et affrontent maintenant un nouveau procès à Turin en Italie. Les charges sont au nombre de trois : acte de terrorisme avec un engin mortel et explosif, possession et transport d'explosif dans un lieu public, et possession de biens volés. Toutes les charges sont aggravées par la «visée terroriste ».

Il a toujours été clair que derrière ce nouveau procès s'exprime essentiellement la volonté de réprimer non seulement les trois accusé·e·s mais aussi un milieu anarcho-écologiste italien plus large. En fait le procureur Di Balme a d'abord essayé de les charger de l'accusation de « conspiration subversive avec visée terroriste », chef d'accusation qui a permis depuis longtemps de maintenir de nombreux·ses camarades, groupes de soutien et autres groupes écologistes radicaux sous surveillance en Italie et en Suisse.

La meilleure manière de montrer de la solidarité avec les camarades frappé·e·s par la répression, à part le soutien pratique et la diffusion de l'information sur leur cas, est de relancer les luttes avec encore plus de force !

Ce nouveau procès commence le 13 janvier, et des infos mises à jour seront consultables sur le site silviabillycostaliberi.noblogs.org .

Liberté pour toutes et tous !

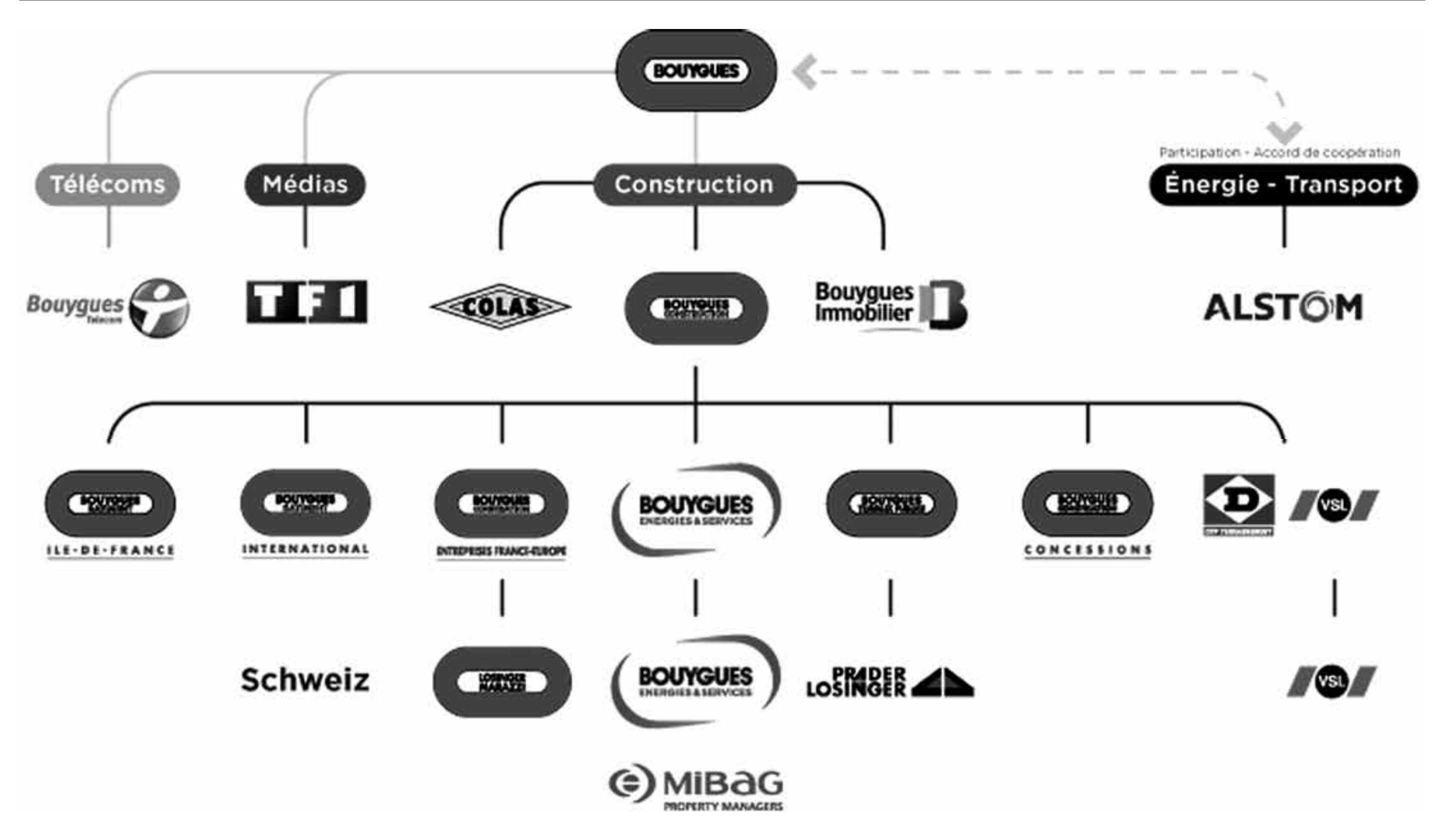
Profiteurs et protecteurs du pouvoir global – Bouygues et ses machinations globales.

Préambule: le but de cet article n'est pas de présenter une entreprise particulière comme si c'était un monstre. Cependant, Bouygues représente un bon exemple d'une entreprise qui travaille dans divers domaines de la domination, tout en n'étant pas la seule active dans ces secteurs. En prenant conscience des responsabilités de ces entreprises, on peut se rendre compte de la possibilité de relier les différentes luttes entre elles, comme celles contre les bio et nanotechnologies, contre les politiques migratoires, ou contre les prisons.

Dans une societé capitaliste, chaque entreprise base ses actions sur la recherche de profit pour accroître son pouvoir et par conséquence elle entre en conflit avec les intérêts d'autrui. Les entreprises ne sont pas des entités anonymes, elles sont dirigées par des personnes en chair et en os et il est important de révéler leur noms.

Qui est Bouygues ?

Bouygues est une entreprise pas très connue en Suisse et la première fois que j'ai entendu son nom c'était en observant le treillis du Protected-Site, le champ d'expérimentation sur des plantes OGM près de Zurich. Un lieu important pour les pro-OGM au niveau local mais aussi global. Le champ est protégé par une double clôture, avec des alarmes qui captent chaque mouvement, des caméras de surveillance et la présence 24 heures sur 24 d'agents de sécurité de Bouygues avec des chiens de garde : ici les chercheurs peuvent travailler sur le futur des technologies génétiques. La multinationale Bouygues est composée de plusieurs sociétés. En Suisse elle est



présente avec 4 autres entreprises. Bouygues offre en Suisse tout ce qu'il faut pour faire fonctionner le capitalisme : des déménagements aux electro-installations, des fiduciaires et immobilières à la sécurité privée. En Suisse, Bouygues administre, néttoye et surveille plus de 1300 bâtiments.

Intrigues globales

En observant l'ensemble des activités de la compagnie Bouygues, il semble que sur le marché suisse elle est en train de faire ses premiers pas.

Bouygues est la quatrième entreprise plus importante dans le secteur de la construction au niveau mondial, active dans le génie civil, dans le bâtiment et les installations électriques. Elle est propriétaire d'immeubles, les loue et les administre partout dans le monde. Elle est active aussi dans les transports sur route et ferroviaire, à travers la réalisation et la gestion de services et entreprises. En plus, elle construit et administre des réseaux entiers de distribution d'électricité, vu qu'elle est l'actionnaire majoritaire de Alstom, entreprise impliquée entre autre dans la construction de barrages et de trains à grande vitesse.

Bouygues Telecom gére en France un reseau téléphonique, en offrant des services TV et internet, et elle participe à une dizaine de chaines TV françaises et à un des principaux journaux français.

Partout dans le monde Bouygues dispose de centaines de « partenariat public-privé (PPP) », c'est-à-dire la gestion d'infrastructures de l'état, comme les prisons, les hôpitaux, les écoles, etc.

Campagne contre Bouygues

De 2004 à 2005 une tempête de rage et de détermination collective a soufflé contre Bouygues. En 2004 on a appris que Bouygues allait participer à la construction et la gestion de plusieurs prisons pour l'expulsion des sans-papiers en France, avec entre autre une prison pour les sans-papiers considérés « difficiles » et leurs familles. Pour lancer cette campagne sauvage un texte contre Bouygues avait circulé, contre la machine des expulsions et les prisons. Dans le texte figurait cet appel : « Bouygues est partout présent sur le territoire (chantiers, TF1, boutiques Bouygues Télécoms, etc.) : c'est ce qui le rend vulnérable, ce sont autant de cibles, que chacun aura à sa portée pour les attaquer avec les moyens dont il dispose. S'il est partout, les attaques en seront d'autant plus nombreuses, plus imprévisibles et plus belles. »

Depuis novembre 2004 jusqu'à juin 2005 Bouygues à été attaquée à plusieurs places avec des lancement de pierres et avec le feu, des milliers de tractages, beaucoup de façades embellies avec des slogans et des affiches et les serrures de plusieurs boutiques collées.

Encore plus de profits

Après l'ouverture de la première prison pour l'expulsion de sans papiers, Bouygues à gagné la confiance de l'état français et en 2008 l'entreprise s'est adjugé la gestion de trois prisons de 2000 places. Bouygues aujourd'hui employe 12.000 personnes dans le monde et produit annuellement un actif de 1.7 milliards d'euros, avec une présence dans plus de 25 pays.

Le réseau du pouvoir

La campagne entre 2004-2005 à réussi à lier entre elles plusieures luttes, contre les prisons et le régime migratoire et attirant l'attention sur les nanotechnologies (Bouygues a construit le centre Minatec de Grenoble). Un aperçu sur l'ensemble des secteurs dans lesquels Bouygues est active peut donner une bonne indication de combien elle est interessée à maintenir l'ordre existant. Bouygues gère un nombre incalculable d'« infrastructures critiques », comme on les définit. Ces infrastructures critiques ont une importance vitale pour le fonctionnement de l'état dans le système capitaliste, et il s'agit des transports, de l'énergie, du secteur financier, de l'industrie, de l'information et de la communication. Les infrastructures critiques sont un des pilliers du pouvoir. On ne devrait pas isoler nos luttes les unes des autres. Bouygues ne surveille pas seulement le champ expérimental OGM à Zurich, mais permet le fonctionnement de l'ensemble du système, en construisant et gérant les réseaux routiers et la distribution électrique, les prisons et les centres d'expulsion et en vendant des mensonges aux gens à travers ses chaines TV et ses journaux. Réflechissons, « Bouygues est présent partout ». Aussi en Suisse, avec 30 sièges. Espérons qu'il arrive une autre tempête...

Contact...

Rhizome paraît irrégulièrement en allemand, en italien et en français. Des exemplaires peuvent être commandés à rizom@immerda.ch.

Tirage français: 500 ex. / **Tirage it. :** 500 ex.
Tirage all. : 500 ex.
Contact: rizom@immerda.ch

Si vous voulez faire paraître un article dans Rhizome, envoyez-nous un e-mail et il y a de bonnes chances que nous vous répondions.